97-84218-29

La Chesnais, Pierre Georget

"Sans annexions"

Paris

1918

97-84218-29
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

308
Z
Box 856

La Chesnais, Pierre Georget, 1865-
"Sans annexions" que signifie la formule?
Paris, 1918.
33 p. (Collection de l'Action nationale)

At head of title: Le Soviet et la paix.

1. European war, 1914-1918 - Peace.

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11:1 IMAGE PLACEMENT: IA IIA IB IIB

DATE FILMED: 10-10-97 INITIALS: RB

TRACKING # : 28916

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

Collection de l'Action Nationale

LE SOVIET ET LA PAIX

"SANS ANNEXIONS"

QUE SIGNIFIE LA FORMULE?

SOB
Z
BOX 856

PAR

P.-G. LA CHESNAIS

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION NATIONALE*
18, Rue Duphot, 18
—
1918

Notre Programme d'Action

La guerre a surpris l'*Action Nationale* en plein travail d'élaboration. Nous avions réussi, non sans peine, à constituer ici un foyer d'études, d'enquêtes, de recherches, dont l'objet unique était de contribuer à la sauvegarde et à l'accroissement des forces françaises. Autour de notre foyer s'étaient peu à peu réunis les hommes les plus avertis, ceux qui pensaient déjà que l'action politique ne devait pas absorber toutes les énergies de la nation. Des courants nouveaux pénétraient l'opinion et la transformaient. L'heure n'était déjà plus aux controverses médiocres, aux négations stériles. A côté des anciennes questions politiques surgissaient d'autres questions, d'ordre plus réaliste, plus strictement économique. Nous voulions, dès lors, dans le cadre de nos institutions démocratiques, poursuivre le développement harmonieux de la puissance et de la richesse de la France. « Nous essayons, — écrivait notre directeur d'alors, notre ami, M. T. Steeg —, nous essayons ici de provoquer l'expression des tendances positives et réformatrices dont il semble que notre démocratie soit plus ou moins profondément et obscurément travaillée. » Justice sociale, prospérité économique : telle était la devise qui éclairait notre tâche. Et voici les moyens par lesquels nous tentions de la mener à bien : nous recherchions les problèmes ayant trait aux grands intérêts vitaux du pays (réformes militaires, réformes navales, action diplomatique, action parlementaire, équilibre social, progrès industriel, justice fiscale, question de la dépopulation, industrialisation et démocratisation complète des services publics) et à la meilleure utilisation de ses forces matérielles et morales (mines, finances, exploitation coloniale, expansion de l'université française et de l'art français à l'étranger). Nous étudiions les données de chaque problème, nous indiquions et souvent déterminions les solutions ou les réformes qu'il comportait, sans autre préoccupation que de dégager impartialement l'intérêt général. Nous prenions ou suscitions les initiatives propres à hâter la réalisation pratique des réformes étudiées. Aussi pouvons-nous dire qu'il n'est pas un problème essentiel de l'activité de notre pays qui n'ait été étudié dans cette Revue, et étudié au seul point de vue de la défense et de la grandeur nationales. L'opinion a pu en être saisie à temps, et bien des réalisations parlementaires ont couronné nos efforts. Et quand la menace allemande commença à se préciser, quand aucun doute ne fut plus permis sur le destin que pouvaient nous réserver les plans de l'impérialisme ennemi, nous n'hésitâmes pas à heurter les illusions d'un pacifisme trop confiant et à dénoncer, comme il convenait, la trahison préméditée de la social-démocratie d'outre-Rhin qui, le 4 août 1914, devait se révéler dans toute son atroce réalité. L'étude implacable de M. Charles Andler, qui reprend dès aujourd'hui sa place parmi nous, a eu, on s'en souvient, un profond et salutaire retentissement.

Après trois ans de guerre, notre travail d'élaboration reprend à nouveau. Il s'imprégnera davantage encore de son programme d'action, qui reste le même dans ses grandes lignes mais qui s'élargit singulièrement grâce aux problèmes impérieux de la guerre même et surtout de l'après-guerre.

A une heure si grave, où les tâches les plus urgentes s'imposent à notre patriotisme, où toutes les énergies du pays se tendent en un suprême effort pour abattre l'adversaire, l'*Action Nationale* a la bonne fortune de disposer de tout un outillage moral, de ces éléments de discernement et d'information qui ont montré leur valeur et auxquels elle aura de nouveau recours. Ses méthodes, hier nouvelles, ont été mises à l'épreuve par la guerre qui a révélé ce dont est capable l'initiative française, quand elle est un acte de libre décision, quand elle est bien orientée et exactement renseignée. Méthodes qui s'adapteront mieux encore aux progrès industriels et administratifs en train d'être réalisés depuis trois ans ; méthodes qui réclament une action rapide et immédiate, des données claires, le souci vigilant des intérêts nationaux.

Nous renouons donc notre lien avec l'opinion qui guide notre démocratie. Pour que celle-ci vive et se développe, il faut d'abord qu'elle sache avec vigueur conduire la guerre au terme souhaité ; qu'en même temps, elle prépare l'œuvre de reconstitution nationale ; que, sans cesse, elle contribue à accroître l'autorité morale de la France dans le monde.

Octobre 1917. LA RÉDACTION.

Collection de l'Action Nationale

LE SOVIET ET LA PAIX

"SANS ANNEXIONS"

QUE SIGNIFIE LA FORMULE ?

PAR

P.-G. LACHESNAIS

PARIS
BUREAUX DE L'ACTION NATIONALE
18, Rue Duphot, 18

1918

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

Notre Programme d'Action

La guerre a surpris l'*Action Nationale* en plein travail d'élaboration. Nous avions réussi, non sans peine, à constituer ici un foyer d'études, d'enquêtes, de recherches, dont l'objet unique était de contribuer à la sauvegarde et à l'accroissement des forces françaises. Autour de notre foyer s'étaient peu à peu réunis les hommes les plus avertis, ceux qui pensaient déjà que l'action politique ne devait pas absorber toutes les énergies de la nation. Des courants nouveaux pénétraient l'opinion et la transformaient. L'heure n'était déjà plus aux controverses médiocres, aux négations stériles. A côté des anciennes questions politiques surgissaient d'autres questions, d'ordre plus réaliste, plus strictement économique. Nous voulions, dès lors, dans le cadre de nos institutions démocratiques, poursuivre le développement harmonieux de la puissance et de la richesse de la France. « Nous essayons, — écrivait notre directeur d'alors, notre ami, M. T. Steeg —, nous essayons ici de provoquer l'expression des tendances positives et reformatrices dont il semble que notre démocratie soit plus ou moins profondément et obscurément travaillée. » Justice sociale, prospérité économique : telle était la devise qui éclairait notre tâche. Et voici les moyens par lesquels nous tentions de la mener à bien : nour recherchions les problèmes ayant trait aux grands intérêts vitaux du pays (réformes militaires, réformes navales, action diplomatique, action parlementaire, équilibre social, progrès industriel, justice fiscale, question de la dépopulation, industrialisation et démocratisation complète des services publics) et à la meilleure utilisation de ses forces matérielles et morales (mines, finances, exploitation coloniale, expansion de l'université française et de l'art français à l'étranger). Nous étudiions les données de chaque problème, nous indiquions et souvent déterminions les solutions ou les réformes qu'il comportait, sans autre préoccupation que de dégager impartialement l'intérêt général. Nous prenions ou suscitions les initiatives propres à hâter la réalisation pratique des réformes étudiées. Aussi pouvons-nous dire qu'il n'est pas un problème essentiel de l'activité de notre pays qui n'ait été étudié dans cette Revue, et étudié au seul point de vue de la défense et de la grandeur nationales. L'opinion a pu en être saisie à temps, et bien des réalisations parlementaires ont couronné nos efforts. Et quand la menace allemande commença à se préciser, quand aucun doute ne fut plus permis sur le destin que pouvaient nous réserver les plans de l'impérialisme ennemi, nous n'hésitâmes pas à heurter les illusions d'un pacifisme trop confiant et à dénoncer, comme il convenait, la trahison préméditée de la social-démocratie d'outre-Rhin qui, le 4 août 1914, devait se révéler dans toute son atroce réalité. L'étude implacable de M. Charles Andler, qui reprend dès aujourd'hui sa place parmi nous, a eu, on s'en souvient, un profond et salutaire retentissement.

Après trois ans de guerre, notre travail d'élaboration reprend à nouveau. Il s'imprégnera davantage encore de son programme d'action, qui reste le même dans ses grandes lignes mais qui s'élargit singulièrement grâce aux problèmes impérieux de la guerre même et surtout de l'après-guerre.

A une heure si grave, où les tâches les plus urgentes s'imposent à notre patriotisme, où toutes les énergies du pays se tendent en un suprême effort pour abattre l'adversaire, l'*Action Nationale* a la bonne fortune de disposer de tout un outillage moral, de ces éléments de discernement et d'information qui ont montré leur valeur et auxquels elle aura de nouveau recours. Ses méthodes, hier nouvelles, ont été mises à l'épreuve par la guerre qui a révélé ce dont est capable l'initiative française, quand elle est un acte de libre décision, quand elle est bien orientée et exactement renseignée. Méthodes qui s'adapteront mieux encore aux progrès industriels et administratifs en train d'être réalisés depuis trois ans ; méthodes qui réclament une action rapide et immédiate, des données claires, le souci vigilant des intérêts nationaux.

Nous renouons donc notre lien avec l'opinion qui guide notre démocratie. Pour que celle-ci vive et se développe, il faut d'abord qu'elle sache avec vigueur conduire la guerre au terme souhaité ; qu'en même temps, elle prépare l'œuvre de reconstitution nationale ; que, sans cesse, elle contribue à accroître l'autorité morale de la France dans le monde.

Octobre 1917. LA RÉDACTION.

Collection de l'Action Nationale

LE SOVIET ET LA PAIX

"SANS ANNEXIONS"

QUE SIGNIFIE LA FORMULE ?

PAR

P.-G. LA CHESNAIS

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION NATIONALE*
18, Rue Duphot, 18

1918

57490 B

APR 29 1955 KM

57490 B

LE SOVIET ET LA PAIX

"SANS ANNEXIONS"

QUE SIGNIFIE LA FORMULE?

« Paix sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes », telle est la formule dont le Soviet nous a rebattu les oreilles. Elle était contradictoire, si, par « sans annexions », il fallait entendre que la paix devait être conclue sans déplacements de frontières, sans modifications territoriales. Il est clair, en effet, que l'on renonce d'avance à réaliser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, si l'on s'interdit tout transfert de territoires d'un État à un autre.

Comme on voulait, cependant, pour complaire au Soviet, accepter sa formule, il a fallu l'interpréter. On a dit que le retour de l'Alsace-Lorraine à la France ne serait pas une annexion, mais bien une « désannexion », puisque c'était, au contraire, l'incorporation à l'Allemagne, en 1871, d'une partie du territoire français, qui avait été l'œuvre de la violence, une conquête, donc une véritable annexion.

Fort bien. Une telle interprétation permet la restauration de la Pologne, la libération des Slesvigois du Nord, même la reprise sur la Turquie de tous les pays que l'on voudra.

Mais pourra-t-elle s'appliquer à la libération des Slovènes ? Et si la formule exprime une idée si simple et si positive, pourquoi ne pas dire : « Paix avec toutes les désannexions nécessaires pour réaliser le droit des peuples... » ?

De même, pour « sans indemnités ». On a expliqué qu'il s'agissait seulement d'exclure les contributions de guerre imposées par les vainqueurs aux vaincus, à la manière de ce que l'on a vu en 1871, mais que la réparation des dommages causés aux pays envahis, et particulièrement lorsqu'il y avait eu violation des conventions de la Haye, était parfaitement compatible avec la formule.

On peut reconnaître qu'une distinction est nécessaire entre les annexions proprement dites, qui sont des annexions faites par esprit de conquête, et les déplacements de frontières conformes au droit des peuples, déplacements qui peuvent être parfois considérables, et qui ne sont pas toujours des annexions. Mais la formule russe ne fait pas cette distinction. Elle condamne clairement les annexions qui auraient le caractère de conquêtes, et cela suffit pour lui donner une apparence généreuse et démocratique. Malheureusement, il n'y a là que l'aspect négatif du principe de justice en matière territoriale. Il resterait à savoir si le Soviet avait le souci de la complète justice, et si sa formule tendait à ordonner, à autoriser, ou à interdire les modifications territoriales réclamées par les peuples opprimés. Si elle les ordonne, c'est bien, et nous sommes d'accord. Si elle les interdit, elle consacre les oppressions nationales actuelles, résultats des violences passées, et qui ont rendu possible la conflagration universelle, si même elles n'en ont pas été la cause essentielle. Or, par les mots : « sans annexions », il semble que l'on veut le *statu quo* territorial, tandis que par les mots : « sur la base du droit, etc. », la réfection désirable de la carte politique soit recommandée. Ainsi, suivant que l'on donne aux mots leur plein sens soit dans la première partie de la formule, soit dans la dernière, elle peut être excellente ou détestable. Elle est équivoque et ne peut prendre un sens clair que par un commentaire qui répondrait à cette question : « Par quel moyen pratique voulez-vous réaliser le droit des peuples ? »

Je me propose de montrer comment le Soviet lui-même interprétait sa propre formule.

Il convient d'observer tout d'abord qu'il s'agit ici du Soviet, ce qui veut dire ses chefs, pratiquement quelques dizaines ou centaines de personnes, obligées de tenir compte seulement dans une faible mesure d'une opinion publique qui n'a pu encore prendre conscience de sa force collective, et qui ne sait pas encore la faire valoir. Ce serait une source d'erreurs graves que de voir dans les paroles du Soviet l'expression fidèle du sentiment populaire russe.

C'est dans les *Izvestia*, journal du Soviet, que l'on peut le mieux suivre la pensée des chefs de la majorité de cette assemblée. Dans le numéro 11, du 10/23 mars, on trouve un article intitulé : « Nos buts immédiats », où il est dit qu'il s'agit surtout de construire la vie nouvelle de la Russie. Sur la guerre et la paix, pas un mot. Ceci est, je crois, caractéristique, et explique l'attitude prise par le Conseil des ouvriers dans les questions de politique extérieure. La guerre leur est odieuse, comme à tout le monde, mais de plus elle les ennuie et les gêne, parce qu'elle les oblige à s'occuper de problèmes qu'ils ne connaissent pas, et les détourne des problèmes qu'ils connaissent et qui les intéressent.

Mais la guerre existait. Il fallait bien s'en occuper. La première fois, à ma connaissance, qu'ait paru la fameuse formule fut dans le numéro 14, du 14/27 mars (1), soit quinze jours après la révolution :

> Il faut déclarer ouvertement que les classes laborieuses de Russie sont pour la cessation de la guerre sans aucune conquête (annexions), sans contributions (payement d'argent par les vaincus), et qu'elles reconnaissent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela veut dire que toute région conquise pendant la guerre par n'importe quel pays belligérant doit être déclarée libre, et le droit doit lui être donné de résoudre la question de son organisation par un vote du peuple entier.

Cette formule très explicite fonde la paix sur la carte de guerre, et limite la reconnaissance du droit des peuples aux pays envahis, c'est-à-dire, pratiquement, aux provinces de

(1) Déjà cité dans mon article : « Le Soviet et la paix », paru dans l'*Action Nationale* du 25 novembre 1917.

l'empire russe occupées. La méthode du plébiscite était recommandée.

Ainsi le programme de paix a paru de très bonne heure, accompagné du commentaire explicatif. C'est peut-être pourquoi il n'a pas été aussitôt adopté officiellement. Sous cette forme, il n'aurait sans doute pas rallié les suffrages.

Mais les chefs du Soviet étaient bien dès lors partisans de la formule interprétée en mettant l'accent sur : « sans annexions », et considérant le droit des peuples comme une clause de style. On le vit bien par la politique suivie à l'égard du premier gouvernement provisoire. On sait que Miliukov déclara le nouveau régime « décidé à se guider sur les principes démocratiques du respect dû aux peuples, petits et grands, et de la liberté de leur développement, de la bonne entente entre les nations ». Il se prononça, de plus, en faveur « d'une organisation internationale stable, garantissant le respect du Droit et de la Justice ». Il adhérait donc au programme de paix juste et démocratique esquissé par les gouvernements anglais et français. Et ce n'étaient pas là des phrases creuses. Le ministère Lvov mettait immédiatement ses principes en pratique par le retablissement de la Constitution finlandaise, l'abrogation des restrictions à l'égalité civique des Juifs, la mise à l'étude d'autres problèmes nationaux, et surtout par le grand acte du 30 mars, qui promettait la formation « d'un Etat polonais indépendant, fort de tous les territoires où la majorité de la population est polonaise ». Avec un pareil ensemble de promesses, de déclarations et d'actes immédiatement accomplis (1), la sincérité du gouvernement Lvov n'était pas douteuse. C'était une œuvre d'action positive en faveur du droit des peuples qu'il entreprenait. Il sacrifiait délibérément, pour créer la Pologne, un territoire considérable, très riche et très peuplé, de l'ancien empire russe, et comptait imposer aux empires centraux un sacrifice analogue et non moins juste. D'autre part, il est vrai, Miliukov faisait connaître par une interview qu'il considérait toujours comme indispensable à la liberté économique de la Russie la possession de Constantinople.

(1) Il y a eu des maladresses dans l'exécution, notamment en Ukraine et en Finlande. Je ne pense pas que ces interventions indiscrètes portent atteinte à la sincérité du premier gouvernement Lvov.

C'est ici qu'apparaît très nettement la pensée des chefs du Soviet. Nulle part, je n'ai vu qu'ils aient approuvé le programme positif du gouvernement provisoire. L'indépendance de la Pologne paraît les avoir laissés très froids. Ils se sont attachés à l'unique question de Constantinople, pour déclarer que Miliukov faisait une politique annexionniste. « Pas d'annexions » était évidemment pour eux une idée très claire, et un impératif catégorique, tandis qu'ils étaient assez indifférents au droit des peuples. Il y avait là, pour eux, deux principes distincts, dont l'un était sacré, tandis qu'en mentionnant l'autre ils semblaient faire une concession au préjugé de la masse.

Je ne défends pas Miliukov et l'annexion de Constantinople par la Russie, et je pense qu'il y aurait des solutions préférables pour assurer la liberté des détroits, qui est, en effet, nécessaire à la vie économique russe. Mais les Turcs n'ont dans la population de la ville que la majorité relative, en sorte que le droit des peuples, en ce cas, ne suffit pas pour imposer une solution. Et, si importante que soit la question de Constantinople, qu'est-elle, en comparaison des questions de Finlande, de Pologne, et des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie ? Par crainte de voir réaliser une telle annexion impérialiste, les chefs du Soviet préféraient empêcher de réaliser le droit des peuples pour 40 millions d'âmes.

« Sans annexions » est vraiment le seul point qui les intéresse. Dans le « manifeste à tous les peuples » (15/28 mars), il s'agit de « la lutte décisive contre les tendances annexionnises des gouvernements de tous les pays ». Le 30 mars/12 avril, est votée cette motion de Tseretelli :

> Le peuple révolutionnaire de Russie continuera ses efforts pour amener la paix sur la base de la fraternité et de l'égalité des nations libres.
>
> Le renoncement officiel de tous les gouvernements aux programmes d'expansion territoriale est un des puissants moyens pour faire cesser la guerre...

La fraternité et l'égalité des nations libres figurent-elles dans la motion pour exprimer le droit des peuples ? Ce n'est

pas clair, et la question des modifications territoriales est présentée ensuite comme un problème absolument distinct.

Lorsque le gouvernement provisoire fut obligé, sous la pression du Soviet, d'adresser aux gouvernements alliés, le 1er mai, une note déplomatique, l'assemblée protesta contre la forme de l'envoi par une longue résolution, dont les derniers mots conviaient tous les peuples belligérants à une action pour obliger leurs gouvernements « à entamer les pourparlers de paix sur la base du renoncement aux annexions et aux indemnités ». C'est, je crois, le premier texte officiel important où apparaît la formule. Elle n'y est pas complète. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'y est pas mentionné. Il est clair, par tous ces textes et par les actes politiques de l'assemblée socialiste, que les premiers mots de la formule sont les seuls qui comptent. La suite est sans importance, et peutêtre, à volonté, rappelée ou négligée. Dans la séance de nuit du Comité Exécutif du Soviet, où le gouvernement provisoire dut s'expliquer sur sa note, Tchkeidzé lui reprochait d'avoir voulu « cacher notre principe fondamental, la paix sans annexions ni contributions », et ne parlait pas du droit des peuples (1). Il semble que, au moins pour l'usage intérieur, la vraie formule se réduisait à cela.

Cependant, à ce moment, dans les rapports avec les socialistes alliés, elle était déjà stéréotypée. Il semble bien qu'elle ne l'était pas encore le 15 avril, à l'arrivée des trois délégués anglais et des trois délégués français. Dans les lettres et récits des députés anglais (2), il n'y a jamais rien de plus que : « Sans annexions ni indemnités ». C'est évidemment pour faire une concession de forme aux camarades occidentaux que l'habitude de l'adjonction s'est établie. Il est probable que les trois députés français, et Albert Thomas, arrivé quelques jours plus tard, y ont surtout contribué, puisqu'ils représentaient la France, où la doctrine du droit des peuples a été fondée et reste le mieux comprise, et aussi parce qu'ils se sont efforcés d'en montrer l'application à

(1) Compte-rendu de *Edinstvo*, n° 20, du 22 avril/5 mai.

(2) Dans divers numéros de *Justice*, l'ancien organe de la *Social Democratic Federation*, aujourd'hui du *National Socialist Party*, de mai et juin.

l'Alsace-Lorraine. L'adjonction serait donc un succès dont il faudrait faire honneur à la diplomatie des délégations socialistes. Malheureusement l'habitude en a été prise au cours de conversations dont il ne reste pas de traces, et l'historien ne peut se référer à aucun texte pour suivre les négociations. Il est seulement certain qu'elles ont été difficiles. M. Claude Anet, correspondant du *Petit Parisien* à Pétrograd, note à la date du 18 avril :

> Vers la fin de l'après-midi, je vois nos délégués socialistes : ils sortent de leur conférence avec le Comité exécutif. Ils ont fait une expérience de plus, et intéressante.
>
> Ils se sont trouvés en face d'augures tremblants à l'idée de se compromettre. Ils n'ont pu leur tirer une déclararation claire, obtenir une réponse précise aux questions posées.
>
> Ce Comité est muet, mystérieux, secret. On y a peur de la lumière; on veut l'ombre, le mystère ; on n'y respire que dans l'obscurité. Pas une parole allant d'homme à homme. Des réticences, des silences, des remises sur les points où Anglais et Français parlent net et clair. Et, au contraire, d'eux à nos délégués, une série de questions insidieuses, de traquenards, d'embûches.

Et les chefs du Soviet inventent des prétextes pour éviter les rencontres (1).

Les notes de M. Claude Anet sont écrites au jour le jour. Celle-ci, visiblement, n'est que la transcription des impressions des députés français, à la sortie de la première séance à laquelle ils prirent part.

Les impressions des délégués anglais ont été les mêmes. Will Thorne raconte (2) :

> Nous leur avons demandé ce qu'ils voulaient dire par « sans annexions ni contributions ». Leurs réponses ont montré combien vous aviez raison d'avertir les socialistes de ce pays de prendre garde à se laisser abuser par des phrases sans comprendre quel sens peut leur être donné par d'autres. Notre demande de définitions donna naissance à un comité qui fut chargé de les préciser, et l'on devait se retrouver. Albert Thomas était avec nous ce jour-là. La question fut discutée de nouveau, et alors, il fut décidé de constituer une commission sur la question: « sans annexions ni indemnités » commission qui nous ferait son rapport à notre retour du front russe...

(1) Claude Anet : *La Révolution russe à Pétrograd et aux armées*. V. pp. 179-180 et p. 185.

(2) *Justice*, n° 1743, du 7 juin.

Quand nous nous retrouvâmes au Comité central (Exécutif?), nous y fumes de minuit à quatre heures du matin. Le Comité s'était occupé de régler la désignation de ministres pour le gouvernement de coalition. A notre grande surprise, on nous dit qu'au lieu de nous donner les définitions, comme il était promis, la question toute entière serait transmise à la Conférence internationale, dans le but d'amener les différents pays à se mettre d'accord...

Sur le vrai sens attribué à leur formule par les chefs du Soviet, il n'y avait pas, d'ailleurs, d'illusions à se faire. Ils voulaient faire connaître, mais ils ne voulaient pas avouer nettement leur interprétation. C'est précisément en cela que consistait leur duplicité. Très caractéristique est une note du Comité des affaires extérieures du Soviet sur l'Alsace-Lorraine, publiée dans les *Izvestia* (nº 45, du 20 avril/3 mai). On parle, dit la note, d'un accord qui serait intervenu entre les délégations anglaise et française et des représentants du Soviet, pour considérer que l'Asace-Lorraine ne doit pas être soumise à l'application de la formule « sans annexions ». Le Soviet est obligé de déclarer « qu'il ne s'est jamais placé à ce point de vue ». La note est signée par Skobelev, qui était président du Comité des affaires extérieures. C'est donc un communiqué officiel. Formellement, elle ne dit rien de plus que : la question n'est pas tranchée. Mais elle implique l'idée que l'application de la formule « sans annexions », dans la pensée du Comité, est exclusive de toute modification territoriale, puisqu'il faudrait mettre l'Alsace-Lorraine à part pour pouvoir donner satisfaction aux délégués anglais et français. Et le Comité n'est pas disposé à la mettre à part.

Mais la formule est décidément complétée et clichée : Paix sans annexions et sans contributions, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et elle apparaît enfin, coup sur coup, dans deux documents officiels d'une haute importance. L'un, du 15 mai, émanait du Soviet : c'était l'invitation adressée à tous les partis socialistes de se réunir en conférence internationale. L'autre, du 18 mai, était la déclaration du second gouvernement provisoire.

La crise gouvernementale ouverte par les attaques contre l'impérialisme de Miliukov avait été provisoirement conjurée le 20 avril/3 mai. Depuis lors, les délégués socialistes de France et d'Angleterre étaient partis, emportant l'invitation

du Soviet à la conférence socialiste internationale. Cependant socialistes et gouvernement se rendaient compte que la crise était seulement retardée. Le gouvernement était résigné à partir, et ne se préparait à aucune résistance. Le Soviet empêchait toutes les mesures qui auraient pu retarder la destruction de la discipline dans l'armée. Aussi, ce fut la démission de Gutchkov, ministre de la guerre, qui donna le signal de la retraite du premier ministère Lvov. Toute la question fut alors de savoir si la majorité du Soviet consentirait à la formation d'un ministère de coalition, et dans quelles conditions, ou si l'on serait obligé d'en venir à un ministère purement socialiste, selon la formule : Tout le pouvoir au Soviet. Cette formule était celle des bolcheviks, elle n'était pas possible encore. Les puissants du moment, les Tchkeidzé, les Tseretelli, ne l'acceptaient pas. Les rédacteurs des *Izvestia* déclaraient (nº 56, du 3/16 mai) :

Prendre le pouvoir entre ses mains, le Soviet ne le peut pas. Cela éloignerait de l'œuvre de la révolution...

Il faut donc se prêter à la formation d'un gouvernement de coalition. Pour quel programme? L'article ne le précise que d'une manière indirecte, par l'explication qu'il donne des causes de faiblesse du gouvernement précédent :

... Mais surtout la conduite du gouvernement était ambiguë dans la question de la guerre et de la paix. Il n'a pas compris que c'est seulement une lutte décisive pour la paix qui peut lui attirer les sympathies du peuple, inspirer la confiance à l'armée, soulever chez elle la volonté de supporter les sacrifices qui lui incombent, relever sa discipline et son pouvoir combatif.

C'est donc en vue d'une « lutte décisive pour la paix » que le second gouvernement provisoire va être formé. Le premier voulait mener la guerre à fond, le second veut conclure la paix. On aura beau dire que le premier voulait aboutir à la paix, et que le second ne veut pas renoncer à la guerre : tant que son but pacifique n'est pas atteint, il est impossible d'imaginer deux politiques plus directement opposées que celles des deux premiers gouvernements provisoires. Et pourtant, ils ont été présidés tous les deux par le prince Lvov. Kerensky, Terestchenko, Nekrassov, ont

été membres de l'un et de l'autre. On ne peut croire que la conviction de ces hommes se soit modifiée, ni que le changement d'orientation politique ait passé inaperçu à leurs yeux. Ils ont pensé qu'ils pourraient poursuivre la guerre, malgré tout, avec une énergie plus grande dans ces conditions nouvelles plus défavorables, et ils y ont consacré, en effet, tous leurs efforts, avec un dévouement admirable et vain. Ils se sont épuisés à vouloir soutenir en fait une politique qu'ils n'avaient pas su défendre en paroles. Leur œuvre était d'avance et par eux-mêmes, condamnée. Ils ont voulu profiter de ce que les ministres nouveaux n'osaient pas encore affirmer trop complètement leur pacifisme, pour faire semblant de croire à la sincérité de leur défensisme. C'est ainsi que les actes du second ministère, et notamment l'offensive du 1er juillet, n'ont pas été en contradiction formelle avec ses déclarations. Mais ni le ministère, ni le Soviet, ne pouvaient s'y tromper. Toute cette politique reposait sur un mensonge. Le gouvernement a essayé de mener la guerre, alors que sa raison d'être était la paix. Les vrais menteurs, c'étaient les gens du Soviet, qui n'osaient pas dire encore : « Nous voulons que l'on propose des pourparlers de paix », parce qu'ils savaient bien que l'opinion russe n'était pas encore suffisamment retournée. Aussi, à la suite du premier paragraphe de la déclaration gouvernementale, où était expressément adoptée la formule de « paix sans annexions, etc. », le Soviet acceptait que, dans le second paragraphe, fussent indiqués « comme but principal, la consolidation des principes démocratiques dans l'armée, l'organisation et le renforcement de sa puissance de combat offensive et défensive. » Mais ce ne fut pas le Soviet, qui parut agir avec duplicité. Ce fut le gouvernement provisoire.

Le mensonge se montre pourtant avec un certain cynisme dans le passage précédent des *Izvestia* Parler de la conduite « ambigue » du gouvernement (le premier), est assez audacieux, quand on songe que ce premier ministère Lvov est le seul gouvernement russe qui ait parlé ouvertement et clairement à la fois de la guerre et de la paix, et que de plus, il a fait effort pour conformer ses actes à ses intentions déclarées. L'ambiguité, au contraire, se montre dès les premiers

jours dans les paroles des chefs du Soviet. Dire que seule, une lutte décisive pour la paix pouvait attirer les sympathies du peuple, c'est affirmer une opinion qui a cours aujourd'hui, et à laquelle on peut croire, parce qu'on est oublieux, mais à laquelle il n'était pas possible de croire, précisément aux *Izvestia*, vers le milieu de mai, alors que, depuis deux mois, ce journal avait publié tant d'articles attristés, où il constatait que le peuple n'était pas alors pour la paix, mais bien pour la guerre, ou si l'on veut, pour la paix par la victoire. — Enfin la lutte décisive pour la paix considérée comme moyen de relever le pouvoir combatif d'une armée, c'est là, évidemment, un très beau sujet de dissertation.

Le premier gouvernement provisoire, en ce milieu de mai, était donc prêt à s'effacer. Le second ministère Lvov acceptait la formule de paix du Soviet. Au même moment, cette assemblée obtenait un autre succès, qui ne lui paraissait pas moins important : les députés socialistes français en mission en Russie, dans une séance du Comité exécutif, prenaient « l'engagement d'entreprendre en France la lutte pour la paix sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, selon la formule du Soviet » (nº 59). Les *Izvestia* consacraient aussitôt à ce grand fait un article intitulé :

Une nouvelle conquête de l'Internationalisme.

On sait que, jusqu'ici, les tentatives de convoquer la conférence internationale socialiste se sont heurtées à la résistance du parti ouvrier belge, ainsi qu'à la majorité du parti socialiste français et du parti ouvrier anglais. Les représentants de tous ces partis, dont deux appartiennent aux pays soumis à l'invasion ennemie, se sont obstinément refusés à toute rencontre avec les social-démocrates allemands, coupables, d'après leurs dires, de trahison envers les commandements de l'Internationale.

Les social-démocrates allemands ne se sont pas fait faute de repliquer, et, à leur tour, ont accusé les socialistes anglais et français de servir leurs gouvernements impérialistes.

Tous étaient, dans une large mesure, fautifs, chacun à sa manière. Mais cela ne faisait pas avancer la question, et toutes les tentatives de reconstituer l'union internationale des ouvriers aboutissaient invariablement à un lamentable insuccès. Mais, sans une pareille entente, on ne pouvait hâter la fin de la guerre, et celle-ci traînait indéfiniment. Ainsi allèrent les choses jusqu'à la révolution russe.

Sous le rude choc de celle-ci, s'est produite une renaissance de la conscience internationaliste parmi les ouvriers du monde entier, y compris les ouvriers des pays belligérants. De toutes parts affluèrent des félicitations à la démocratie révolutionnaire russe. De tous pays commencèrent à arriver des délégations socialistes pour exprimer leur étonnement devant la liberté russe, et pour regarder de leurs propres yeux comment se fait une révolution à notre époque. En même temps, venaient de toutes parts des déclarations par lesquelles était acceptée la plateforme de la paix annoncée par le Soviet.

Il y a quelques semaines sont arrivées à Petrograd des délégations de la majorité du parti socialiste français et du parti ouvrier anglais. La connexion de ces délégations avec les gouvernements de France et d'Angleterre ne faisait aucun doute, et ceci permettait peu d'espérer qu'il fût possible de s'entendre avec eux sur la base d'une plateforme internationaliste.

Des conversations menées avec eux par le Comité Exécutif, il résulta clairement qu'en paroles ils étaient prêts à accepter notre formule pacifique, paix sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais en réalité leurs sympathies ne penchaient pas de ce côté. On voyait qu'ils n'appréciaient pas assez l'influence de la démocratie révolutionnaire russe, qu'ils ne comprenaient pas ses vrais motifs, et qu'ils ne savaient pas de quelle confiance jouit le Soviet parmi les masses ouvrières de Russie.

Pendant le premier séjour des Français et des Anglais à Petrograd, le Soviet n'est pas parvenu à s'entendre avec eux complètement. Ils voulaient obtenir du Soviet l'explication de sa formule : « Sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes », dans un sens désiré par eux, tandis que le Comité Exécutif voulait, avant tout, savoir s'ils consentaient à lutter pour la paix par le moyen d'une entente entre les peuples, à soutenir les conditions de paix de la démocratie russe, et à exercer sur leurs gouvernements une pression efficace, afin que ceux-ci, à leur tour, de même que le gouvernement provisoire, fussent invités à déclarer ouvertement qu'ils rejettent toute tendance annexionniste.

En même temps, le Comité Exécutif voulait se renseigner auprès des délégués pour savoir si les représentants des ouvriers français et anglais viendraient à la conférence socialiste internationale, où les socialistes du monde entier pourront résoudre en commun les questions litigieuses, et rédiger les conditions d'une paix stable fondée sur les principes du droit et de la justice.

Après avoir fait un voyage en Russie et une visite au front, les délégués français et anglais se sont sans doute convaincus que le Soviet exprime véritablement l'état d'âme et l'opinion de la masse laborieuse du peuple russe. En même temps, pendant leur absence de Petrograd, les tendances pacifistes se sont beaucoup accentuées parmi les ouvriers de toute l'Europe, et, en particulier, les minorités des partis socialistes français et anglais ont décidé, malgré la résolution de leur majorité, de prendre part à la conférence socialiste internationale primitivement convoquée par les camarades hollandais, et actuellement, comme on sait, convoquée par le Soviet.

Après de longs pourparlers avec le Comité Exécutif, les délégués français et anglais se sont montrés satisfaits de ces éclaircissements et des dernières déclarations du Soviet, et déclarèrent : 1° qu'ils assumaient la tâche de convaincre leurs camarades de la majorité qu'il ne fallait plus refuser leur participation à la conférence socialiste internationale, et 2° qu'ils exerceraient une pression sur leurs gouvernements dans le but de les amener à se prononcer ouvertement contre les indemnités et les annexions, ce qui, avec le temps, permettra aux alliés de commencer la révision des traités qui existent entre eux dans le sens de l'opposition générale à toute tendance annexionniste.

Ainsi l'œuvre de la paix a fait un grand pas en avant. Deux fractions influentes du mouvement socialiste et ouvrier se sont placées, bien qu'avec hésitations et réserves, sur le terrain de la formule du Soviet, et la démocratie révolutionnaire russe est en droit, avec un orgueil légitime, d'enregistrer sa nouvelle conquête morale.

N'est-il pas curieux, cet article où les *Izvestia*, tout en prenant acte, avec une vive satisfaction, du consentement donné par les délégués anglais et français à la formule de paix du Soviet, se rendent parfaitement compte que cela n'implique pas la moindre adhésion des camarades étrangers aux idées de l'assemblée socialiste russe? Quel motif de satisfaction peut-on trouver à voir adopter, dans ces conditions, le texte que l'on proposait? Aucun évidemment, si l'on s'est adressé à des camarades qu'il s'agissait de convaincre. La joie mauvaise du succès, au contraire, s'explique fort bien si les chefs du Soviet ont considéré les délégués anglais et français non comme des camarades, mais comme des adversaires qu'il s'agissait de duper, ou, par un moyen quelconque, de faire céder. Jamais les meneurs de la majorité du Soviet n'ont voulu un examen sincère des questions de la guerre et de la paix. Leur souci constant a été d'échapper à toute discussion sérieuse. Ils ne voulaient pas se laisser acculer à l'aveu de leur indifférence pour le droit des peuples. Ils ne voulaient pas discuter parce qu'ils savaient bien que leur position, sur le terrain socialiste, n'était pas défendable. Ils avaient, d'avance, complètement renoncé à persuader. Ils comptaient, pour obtenir une adhésion purement formelle, sur d'autres moyens.

Ils comptaient sur le désir qu'éprouvaient les socialistes occidentaux à voir la Russie révolutionnaire tenir son rang dans l'alliance. Ils comptaient que les alliés se montreraient peu exigeants envers la Russie, que c'est elle, au contraire, qui pourrait se montrer exigeante, parce qu'on lui demandait, avec angoisse, une coopération que l'on n'était pas sûr d'obtenir. Les chefs du Soviet spéculaient sur l'inquiétude des alliés, incertains de la fidélité active de la Russie à l'alliance. Un pareil calcul a un nom. Cela s'appelle un chantage. C'est sous la pression de ce chantage que les délégués anglais et français ont accepté la mission de faire adopter la formule du Soviet.

Ce chantage était particulièrement odieux, de la part des socialistes de Russie, puisqu'ils posaient la question : Serons-nous des alliés loyaux ou déloyaux? Et ce chantage était, de plus, particulièrement malhonnête, parce que les chefs du Soviet n'avaient pas l'intention de tenir la promesse d'une coopération militaire active, implicitement donnée en échange de l'adhésion à leur formule.

Et dans cet article même, où l'on sent une discrète ironie à l'égard de ces bons camarades étrangers, qui auraient bien voulu se faire expliquer la formule mystérieuse, le sens ne nous en est pas donné. Une indication seulement est fournie, non sur la paix elle-même, mais sur le moyen de la réaliser : il faudrait y arriver « par le moyen d'une entente entre les peuples », et l'article établit une sorte de parallèle entre les délégués, qui interrogeaient le Soviet sur la paix sans annexions, et le Soviet, qui interrogeait les délégués sur la paix par entente. Mais un tel parallèle n'a aucune raison d'être : c'est bien le Soviet, qui a refusé d'expliquer ses propres paroles, et qui s'est réfugié dans une équivoque volontaire. Rien de pareil ne peut être reproché aux délégués anglais et français.

Mais les délégués s'en vont enfin. Ils quittent Pétrograd le 19 mai. Aussitôt les *Izvestia* se sentent plus à l'aise. Il semble que le journal ait été obligé de se surveiller en présence de ces témoins trop curieux. Il ne fallait pas les effaroucher. Il pouvait être bon de leur faire pressentir la vérité, mais à condition de ne pas leur en donner la sensation vive, la révélation brutale. Les délégués partis, on pouvait s'exprimer plus librement. Cependant, on attendit encore quelques jours. Puis, brusquement, dans trois numéros de suite, la vérité éclate, lumineuse. Ce sont les numéros 65, du 13/26 mai, — 66, du 14/27 mai — et 67, du 16/29 mai : la veille, le premier jour et le lendemain du fameux Conseil National du parti socialiste français où Cachin et Moutet, tenant fidèlement la parole qu'ils avaient cru devoir donner au Comité Exécutif du Soviet, firent adopter la formule du Soviet et voter l'adhésion, en principe, à la conférence socialiste internationale. Il est difficile de croire que le journal socialiste officiel, après avoir éprouvé, pendant deux mois pleins, quelque difficulté à parler de la paix et à répéter toujours sa même phrase sans jamais l'expliquer, ait prolongé sans raison un silence qui lui pesait, après le départ des délégués anglais et français. On craignait le télégraphe. Il fallait se garder de détruire, par une franchise prématurée, l'effet que l'on avait voulu produire sur le Conseil National. Même dans le numéro du 13/26 mai, il est encore trop tôt, et l'article intitulé : " La question de la paix ", n'est pas pleinement révélateur :

... Considérant la guerre comme un fait qui a été imposé à la Russie révolutionnaire par les impérialistes non seulement de l'Allemagne, mais également de l'Angleterre et de la France, la démocratie révolutionnaire russe dirigera tous ses efforts pour obtenir la paix universelle sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La paix est le but de la démocratie révolutionnaire, et ce n'est pas par la voie de la guerre qu'elle compte aller vers la paix. Ce n'est pas dans les victoires militaires qu'elle cherche l'issue de l'impasse sanglante où l'humanité se bat depuis trois ans....

C'est pour cette question que nos camarades sont entrés dans le gouvernement provisoire. Ils y sont entrés pour parler aux peuples du monde au nom de toute la Russie, et ils ont pu le faire parce que, dans le domaine de la politique extérieure, le gouvernement provisoire a accepté le programme de la démocratie révolutionnaire.

C'est l'affirmation que les ministres socialistes, appuyés par le Soviet, combattront la politique d'offensive militaire que le gouvernement et Kerensky sont résolus à pratiquer. Il semble donc que cet article du 26 mai traite une question d'ordre intérieur, plutôt qu'il n'annonce la réponse tardive

aux questions posées par les délégués anglais et français. Pourtant, c'était bien une introduction, et le lendemain paraissait l'article suivant, dont le titre est une formidable ironie.

LA CLARTÉ EST INDISPENSABLE.

Hier, nous avons dit que les délégués du Soviet sont entrés dans le gouvernement pour l'œuvre de la paix, et nous avons indiqué que les impérialistes russes et étrangers cherchent à diminuer la force de cette situation très claire. En voici un exemple.

Deux journaux anglais discutent en même temps la position prise, dans la politique extérieure, par le nouveau gouvernement provisoire. Tous deux apprécient hautement cette position. Mais l'un de ces journaux dit : Cette formule (la paix sans annexions ni indemnités) est parfaitement compatible avec les buts au nom desquels l'Angleterre et la France alliées mènent la guerre. Et l'autre journal répète : l'opinion publique en Russie, dans la mesure où elle est exprimée par les idées des chefs révolutionnaires, incline tout à fait vers la manière de comprendre la guerre telle que l'admettent les alliés occidentaux.

Vous vous trompez, messieurs ! ou plutôt vous essayez en vain de tromper vos peuples sur la politique de la révolution russe.

La révolution russe ne consacrera pas un seul soldat à vous aider à réparer les « injustices historiques » commises contre vous, et les « injustices historiques » commises par vous, vos violences sur l'Irlande, l'Inde, l'Egypte, et les innombrables peuples qui habitent toutes les parties du monde. Si vous désirez tellement la « justice », si, en son nom, vous êtes prêts à mettre au tombeau des millions de gens, prenez la peine de commencer par vous-mêmes, messieurs ! ou cessez de tromper les bonnes gens, et parlez avec cette inimitable franchise, avec laquelle la presse japonaise, alliée, elle aussi, s'exprime contre l'extension à l'Extrême-Orient du principe de paix sans annexions.

Non, on ne peut pas séduire la démocratie révolutionnaire russe avec de belles phrases. Ce n'est pas pour cela qu'avec une tension désespérée de ses forces elle s'est débarrassée du joug de l'impérialisme de sa patrie, ce n'est pas afin de tirer les marrons du feu pour l'impérialisme anglo-franco-japonais. Par conséquent, vains sont les espoirs de ceux qui pensent que l'on peut circonvenir la révolution, et que la démocratie russe s'amuse par des formules de paix sans annexions ni indemnités.

Les paroles n'importent pas, ce sont les actes qui comptent. Il est important que l'armée russe fasse une offensive. A ces malins qui pensent pouvoir, dans l'intérêt de leurs buts impérialistes, profiter de l'offensive de l'armée russe, nous pouvons répondre par les paroles que prononça, au Soviet des paysans, l'adjoint au ministre de la guerre, Jakubovitch :

« Le gouvernement provisoire a dit d'une manière ferme et résolue : Aucune *annexion*, aucune *gratification*. Si, après cela, il décline l'offensive, il le fera avec la ferme conviction que *cette même formule sera acceptée par les gouvernements des nations alliées avec nous* ».

Voilà ce qu'il est indispensable que les alliés se rappellent. Il faut qu'ils répondent clairement *oui* ou *non*. Si c'est *oui*, il faut immédiatement proposer d'entamer les pourparlers de paix. Si c'est *non*, les gouvernements « alliés » assumeront dans la prolongation de la guerre la même responsabilité que les gouvernements d'Autriche et d'Allemagne. Et alors, qu'ils se reprochent à eux-mêmes toutes les conséquences possibles. Ici sont inadmissibles toutes les équivoques, tous les atermoiements, toutes les lenteurs. Les déclarations des gouvernements anglais et français dans les parlements, malgré tous les « hommages », ne satisfont pas et ne peuvent satisfaire la démocratie révolutionnaire russe. Nos camarades ministres feront le nécessaire pour que la question devienne claire, et pour que la question qui importe le plus à l'humanité, la question de la guerre et de la paix, ne soit pas noyée dans l'eau de l'éloquence diplomatique.

Les promoteurs de la formule équivoque éprouvent soudain un besoin de clarté. Maintenant qu'ils ont obtenu l'adhésion formelle des délégués anglais et français, et qu'ils peuvent escompter par là l'adhésion des partis socialistes occidentaux, il ne s'agit déjà plus pour eux que des gouvernements alliés. Le journal du Soviet prévient ceux-ci qu'ils doivent parler clair, et que son mot d'ordre doit être accepté, non seulement dans ses termes, mais aussi dans son esprit. L'équivoque n'est plus de saison. Elle avait été nécessaire pour lancer la formule et la faire admettre. Une fois la formule admise, il reste à en faire reconnaître le vrai sens. C'est un nouveau pas à franchir. L'équivoque était permise au Soviet. Elle ne doit pas l'être aux alliés. C'est pourquoi la clarté est devenue nécessaire. Et aussitôt, la même méthode de chantage qui avait si bien réussi une première fois est employée de nouveau, et l'on montre l'armée russe, qui ne fera pas d'offensive si le programme de paix du Soviet n'est pas approuvé. (On ne promet pas qu'elle en fera une dans le cas contraire).

Les chefs du Soviet ont-ils vraiment espéré que les gouvernements alliés subiraient ce chantage et adopteraient la formule, quittes à en discuter ensuite l'interprétation avec ténacité? Je ne pense pas qu'ils se sont fait, à cet égard, de grandes illusions. Mais la question était posée de telle

sorte qu'ils gagnaient dans tous les cas. Si les gouvernements alliés se laissaient prendre au piège, le bénéfice était évident : le Soviet apparaissait comme l'organe dirigeant de la politique de l'Entente. Si les alliés refusaient, le bénéfice, pour être indirect, n'en était pas moins grand : il consistait dans l'opposition politique suscitée, à l'intérieur des pays occidentaux, entre les gouvernements et les partis socialistes. C'est à ce moment même, en effet, que se manifeste chez les chefs socialistes russes, le désir d'une telle opposition, et quelques jours plus tard, le 3 juin, dans l'invitation officielle à la conférence commune de toutes les sections de l'Internationale, ils préconiseront « la liquidation de la politique de trêves des partis avec les gouvernements et les classes impérialistes ». Plus efficace que le simple conseil de rompre l'union nationale, était le fait de mettre en opposition gouvernements et partis socialistes, parce que les uns acceptaient, et les autres repoussaient la formule du Soviet.

Ceci a créé, pour le parti socialiste, surtout en France, une situation étrange. Il semblait se mettre à la remorque du Soviet et se dresser contre le gouvernement. Ce n'était qu'une apparence, car tout en faisant sienne la formule, il prétendait lui donner le sens de la libération de tous les peuples, c'est-à-dire précisément le sens que le Soviet voulait écarter, sans l'oser franchement. Le parti socialiste français devait bientôt préciser sa conception dans sa réponse au questionnaire de Stockholm, et montrer ainsi que ses idées sur la paix étaient aussi éloignées que possible de celles des socialistes russes. Le parti socialiste français ne faisait, sur la plupart des points, que donner une forme concrète aux déclarations du gouvernement. Sur le fond, le parti se trouvait donc d'accord avec le gouvernement contre le Soviet. Mais il ne voulait reconnaître ni son accord essentiel avec le gouvernement, ni son dissentiment avec le Soviet.

On n'a pas insisté suffisamment sur le fait que les illusions des partis socialistes anglais et français au sujet de la conférence de Stockholm ei des concessions au Soviet n'ont eu d'importance pratique que dans la politique intérieure.

Il paraît certain que les chefs du parti socialiste français n'ont pas su combien était large l'écart entre leur pensée et celle de leurs camarades russes. Il ont cru n'être séparés de

ceux-ci que par des nuances, qui pourraient s'effacer si l'on avait l'occasion de causer librement. Ils oubliaient que l'on avait causé pendant des semaines, en Russie même, sans réussir à seulement aborder le véritable sujet de la discussion. La même illusion leur a fait croire aussi qu'ils pourraient s'entendre avec les neutres réunis à Stockholm. De là, l'expression parfois naïve de leur déception, lorsque soudain, par quelque parole échappée à l'un des délégués russes en France, ou par la publication du manifeste de la délégation hollando-scandinave, leur optimiste confiance dans l'impossibilité d'une divergence grave entre socialistes se trouvait ébranlée un instant par la brusque révélation de leur erreur. Mais c'était une erreur à laquelle ils étaient sans doute tellement attachés que les faits même ne pouvaient les y faire renoncer. Ils ont montré une extraordinaire facilité à négliger les faits qui ne venaient pas à l'appui de leur politique.

Ils auraient dû connaître et noter, et se rappeler le dernier article de cette série de la fin de mai, celui du 16/29 mai, intitulé, « Sans annexion », où le vrai sens de la formule est enfin donné sans ambages. L'article commence par des railleries sur la soi-disant noblesse des buts que se proposent les impérialistes dissimulés. C'est un thème fréquent dans les colonnes des *Izvestia*, et c'est presque uniquement l'Angleterre et la France qui sont visés. A lire le journal du Soviet on croirait qu'elles sont les deux grandes puissances impérialistes par excellence, tandis que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne sont pas nommées, ou ne le sont qu'en passant très rapidement, sans accusations précises. Après ce développement banal, l'article continue :

> [La démocratie révolutionnaire] ne consentira pas à un seul jour de prolongation de la guerre pour rectifier n'importe quelle frontière. Elle est pleine de sympathie pour la libération de tous les peuples opprimés, mais en même temps elle sait pertinemment que la libération s'obtient non par la guerre, mais par la révolution. La démocratie est prête à défendre le droit de tous les peuples à déterminer eux-mêmes s'ils appartiennent à un Etat ou à un autre. Mais elle insistera toujours pour que l'auto-détermination (1) nationale

(1) C'est la traduction littérale du mot que l'on traduit habituellement par « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

soit obtenue par les peuples « de leurs propres mains ». Mener une guerre sanglante pour que, coûte que coûte, on puisse enlever un territoire quelconque à un Etat et le rendre à un autre, c'est un crime et un non-sens.

Lorsque nous exposons cette vérité si évidente, nous nous heurtons d'une manière étrange non seulement aux impérialistes, mais aussi aux adversaires d'un tout autre camp, du camp des camarades avec lesquels il semblerait qu'aucun malentendu ne devrait exister à ce sujet.

Suit une réduction à l'absurde de l'idée qu'il faudrait supprimer les annexions par la violence opérées dans le passé, sous prétexte de réparer les injustices historiques. Faudra-t-il donc faire la guerre pour réduire les Etats à ce qu'ils étaient au temps de la féodalité? Réduire la France, par exemple, à l'Ile de France? Non, évidemment. « Sans annexions » ne peut viser que ce qui a été pris dans la guerre actuelle.

Nous voulons la paix, nous la voulons aussi vite que possible... la formule signifie: sans annexer un territoire qui, le jour de la déclaration de guerre, était en possession d'un Etat quelconque. C'est clair et net, et le sens vrai ne sera méconnu que par ceux qui ne voudront pas comprendre.

C'est très clair, en effet. C'est le *statu quo* territorial. Il aurait mieux valu le dire tout de suite.

Mais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui est aussi compris dans la formule? Il n'est plus là que pour l'ornement, — le 19 mai. Jusqu'alors, il a joué son rôle, pour faire admettre la formule. Son rôle est épuisé, il n'est plus question que d'une vague sympathie pour la révolte nationale des peuples qui voudront faire valoir leur droit " de leurs propres mains ". On va faire la paix, et ensuite, dans l'Autriche-Hongrie maintenue telle qu'avant la guerre, les Tchéco-Slovaques, s'ils se soulèvent contre les Habsbourg, seront assurés de la sympathie du Soviet.

Agir autrement, c'est « un crime et un non sens ». Telle est la « vérité évidente. » Admirons l'habileté avec laquelle ces idées sont présentées. Il eût été criminel, en effet, de déchaîner la guerre pour réaliser les aspirations nationales, même les plus légitimes, et c'est pourquoi les socialistes et tous les démocrates envisageaient, pour satisfaire les

vœux des nations opprimées, des solutions moins parfaites peut-être que l'indépendance, mais qui auraient permis, par l'autonomie et le fédéralisme, l'établissement d'un régime de sécurité et de progrès. Mais la guerre n'a pas été provoquée par un peuple opprimé. Elle l'a été par l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire par celui de tous les États existants qui est la négation la plus flagrante du droit des peuples. Et l'Autriche-Hongrie avait derrière elle l'Allemagne, c'est-à-dire celui de tous les Etats qui a les ambitions impérialistes les plus folles. Les *Izvestia* n'accusent pas, ou très mollement, les empires centraux d'impérialisme. Ils ne leur reprochent pas d'avoir déchaîné la guerre. C'est vers les alliés qu'ils se retournent pour leur dire qu'ils pourraient bien dissimuler quelques velléités d'impérialisme, et qu'ils ne doivent pas mener la guerre pour le droit des peuples. Conclusion : revenons à l'état heureux de 1914.

Le 3 juin, le Soviet lança de nouveau une invitation officielle à la conférence socialiste internationale, précisant qu'elle devrait avoir lieu à Stockholm, entre le 28 juin et le 7 juillet. La formule équivoque y était reproduite sans aucun commentaire, les socialistes de tous pays étaient conviés à « la lutte commune pour la paix », et l'on insistait principalement sur « la liquidation de la politique de trêve des partis avec les gouvernements et les classes impérialistes », que l'on considérait comme « la prémisse nécessaire à l'effet d'organiser cette lutte pour la paix sur une base large et internationale ». A cette invitation, les trois ministres socialistes des pays d'Occident, présents en Russie, Vandervelde, Henderson et Albert Thomas, répondirent par une lettre collective (1), où ils indiquaient les conditions sans lesquelles ils tenaient toute conférence socialiste internationale pour « moralement impossible », et déclaraient accepter la formule de paix du Soviet :

A la condition expresse que cette formule de paix soit clairement définie et précisée, de manière à n'exclure ni la libération des territoires, conformément à la volonté des habitants, ni la réparation du dommage causé aux pays envahis par le fait de l'invasion.

(1) Publiée dans l'*Humanité* du 26 juin, ainsi que la réponse.

Le Soviet se décida enfin à donner une réponse officielle, le 13 juin. Voici ce document :

La Révolution russe, qui est une révolte du peuple, non seulement contre la tyrannie du tsarisme, mais aussi contre les horreurs de la guerre mondiale, dont le blâme retombe sur l'impérialisme international, a posé devant tous les pays, avec une acuité extraordinaire, le besoin urgent de conclure la paix.

En même temps, la Révolution russe a indiqué aux nations la voie pour résoudre ce problème, en l'espèce l'union de toutes les classes ouvrières en vue de combattre toutes les tentatives de l'impérialisme pour prolonger la guerre dans l'intérêt des classes bourgeoises et pour prévenir une paix sans annexions ni indemnités.

Les classes ouvrières de tous les pays peuvent aisément parvenir à un accord rapide et solide, mais seulement si elles s'inspirent de leurs propres intérêts et écartent les aspirations des impérialistes et des militaristes, qui dissimulent souvent leur véritable face sous un masque séduisant. Il est évident que la Conférence ne peut devenir un tournant dans la terrible épopée de cette guerre fratricide qu'à la condition que les membres de la Conférence soient imbus des idéals ci-dessus, et il n'est pas moins évident qu'alors toutes les questions que vous avez soulevées ne peuvent être le sujet de discorde ou le motif pour la continuation de la guerre.

Ayant reconnu le droit des nations de disposer de leur destinée, les membres de la Conférence arriveront sans difficulté à un accord au sujet de l'Alsace-Lorraine. En outre, les classes ouvrières, délivrées de la méfiance mutuelle que les impérialistes enveniment, s'entendront sur les moyens d'accorder des compensations et sur le montant de semblables compensations, aux pays dévastés par la guerre, comme la Belgique, la Pologne, la Galicie et la Serbie, mais il va sans dire qu'une telle compensation ne doit avoir rien de commun avec la contribution qui est imposée à un pays conquis.

Quant à votre déclaration qu'il vous est impossible de briser l'union sacrée, elle est évidemment basée sur un malentendu, car le Conseil des délégués ouvriers et soldats ne réclame à aucun parti comme condition préliminaire une renonciation à la politique qu'il a poursuivie jusqu'ici. Le Conseil des délégués soldats et ouvriers attend de la Conférence des socialistes des pays belligérants et neutres la création d'une Internationale qui permettrait à toutes les classes ouvrières du monde de lutter de concert pour la paix générale et pour briser les liens qui les unissent de force aux gouvernements et classes imbus des tendances impérialistes qui empêchent la paix.

Le Conseil des délégués soldats et ouvriers considère également qu'il est futile pour des partis de conditionner absolument leur participation à la Conférence à l'obtention du consentement préalable d'autres partis à n'importe quelle décision obligatoire, car cela ferait

naître dans les imaginations des contradictions irréconciliables sur des questions dont la discussion à l'amiable pourrait conduire à une solution acceptable pour les deux partis.

Quant à votre désir d'obtenir un accord complet préalable entre les socialistes alliés, la façon dont nous posons le problème rend futile tout accord de ce genre. Nous considérons que la Conférence ne peut réussir que si les socialistes se considèrent eux-mêmes, non comme les représentants de deux pays belligérants, mais comme les représentants d'un seul mouvement des classes ouvrières vers le but commun de la paix générale.

La différence est grande entre les explications données dans ce document aux socialistes occidentaux et les idées développées dans les *Izvestia*. Que faut-il croire ? On peut dire : Les *Izvestia* sont un simple journal, dont les articles n'engagent que leurs auteurs anonymes, tandis que la lettre adressée aux ministres socialistes est officielle, et constitue, de la part du Soviet, un engagement. Hélas, il faudrait alors examiner quelle valeur pouvait avoir un engagement du Soviet, où l'on voyait s'opérer, depuis les premiers jours de la révolution, un glissement continu de la politique voulue par les chefs, dans le sens de la paix de compromis et de l'indifférence au droit des peuples. Et même si l'on avait pu se fier à la parole d'une assemblée sans responsabilité, quelle garantie offrait la lettre ? Le « droit des nations de disposer de leur destinée » n'y était rappelé que pour suggérer un béat optimisme : Du moment que ce droit est reconnu, tout s'arrangera. Et l'unique question de l'Alsace-Lorraine est mentionnée, sans indication aucune de solution, en sorte que même l'autonomie du Reichsland à l'intérieur de l'empire allemand serait peut-être considéré par le Soviet comme l'application satisfaisante du droit des nations. Le fait de parler de l'Alsace-Lorraine sans rappeler aucune autre question nationale montre bien, d'ailleurs, que l'on se désintéresse de ce genre de problèmes. Et toute la lettre, en effet, tend à substituer le souci des différences de classes à celui des différences de nationalités, comme si les préoccupations nationales et les préoccupations sociales s'opposaient, comme si elles étaient exclusives les unes des autres. Visiblement, pour les rédacteurs de la lettre, quiconque veut réaliser le droit des peuples est un « nationaliste »

incapable de s'élever à la conception de la lutte de classes, et même solidaire avec toutes les classes de sa nation, y compris les classes impérialistes. Au contraire, tout socialiste doit marcher avec les classes laborieuses de tous les pays contre les autres classes de tous les pays, et par conséquent les questions nationales ne doivent pas compter pour lui.

C'est pousser à l'extrême la tendance de l'esprit à fausser les faits pour réduire la complexité de la nature à une simplicité schématique. Mais, en fait, les classes laborieuses des différents pays sont politiquement bien différentes, de même que les autres classes. L'impérialisme et l'annexionnisme sont plus répandus parmi le prolétariat allemand que parmi la bourgeoisie française. C'est pourquoi le parti socialiste est bien obligé de tenir compte des différences nationales, et de poursuivre sa lutte dans le cadre des Etats nationaux. Les chefs socialistes russes, qui prennent volontiers des attitudes dédaigneuses à l'égard des socialistes occidentaux, et s'imaginent être en possession de la vérité socialiste la plus pure, devraient être plus modestes. Les chefs les plus influents d'alors, — influents non parmi les masses populaires, mais sur la direction politique, — étaient les *mencheviki*, et l'on sait que les directeurs de la politique actuelle sont les *bolcheviki*. Ces mots désignent les deux fractions du parti social-démocrate, qui se réclame de " l'orthodoxie " marxiste. Les social-démocrates russes ont évidemment fort mal lu le " Manifeste des communistes " où Marx et Engels ont spécifié que la lutte socialiste doit avoir lieu dans le cadre des Etats nationaux. C'est même une partie de ce que veut dire l'épithète " internationaliste ". Le sens de cette épithète se complète par l'idée que, entre les nations, organismes distincts, doivent s'établir de bonnes relations, c'est-à-dire un régime juridique. Depuis 1848, cette idée s'est précisée, et nous voulons fonder la société des nations. Le Soviet n'en a jamais voulu. Ses représentants officiels déclaraient que c'était de " l'idéloogie bourgeoise ", et les socialistes français qui sont, dans l'Internationale, les plus ardents champions de la Société des Nations, ont été particulièrement choqués d'un tel mépris pour ce qui est, à leurs yeux, le but suprême de la paix. Les socialistes français avaient raison d'être choqués, mais ils n'au-

raient pas été surpris, s'ils avaient su bien lire les documents russes. Les directeurs de la politique socialiste russe, depuis la révolution, ont été antinationaux par principe, ont méconnu l'importance de la nationalité. Ils ont inscrit dans leur formule de paix le " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes " comme une concession nécessaire à un préjugé trop général, avec la pensée que cette concession serait purement verbale et pourrait être retirée en fait. Ils étaient antinationaux en Russie, et ils voulaient que les peuples devinssent antinationaux partout. Cela leur paraissait faire nécessairement partie d'une mentalité socialiste.

C'est pourquoi ils étaient très logiques lorsqu'ils haussaient les épaules devant les socialistes français qui leur parlaient de la Société des nations. Cela leur paraissait une idée tout à fait étrangère au socialisme tel qu'ils le concevaient, donc « bourgeoise ». Leur conception, qu'ils opposaient ainsi au véritable socialisme international, ils la désignaient d'un terme impropre, bien fait pour créer l'équivoque. Ils l'appelaient : « internationalisme ». En réalité, la négation des nationalités, où ils tendaient, doit s'appeler « cosmopolitisme », et n'est pas une doctrine socialiste, mais anarchiste. La divergence entre le Soviet et les partis socialistes occidentaux ne tenait donc pas à un simple malentendu, ou à une différence de situation politique et d'appréciation au sujet de la tactique. Elle tenait à une opposition d'idées vraiment essentielle. Il n'y avait pas d'entente possible dans ces conditions, et l'acceptation par les socialistes occidentaux d'une formule équivoque, même en disant qu'elle n'était pas claire et indiquant quel sens devait lui être attribué pour qu'elle fût acceptable n'a pu que donner prétexte aux chefs du Soviet, et plus encore aux bolcheviks dont ils subissaient la pression, à dénoncer la duplicité des socialistes alliés. On leur reproche de n'avoir adhéré au programme de paix du Soviet, qu'avec une réserve mentale. La revendication du droit des peuples était présentée comme l'habile travestissement d'un annexionnisme véritable. Ainsi la méthode trop subtile qu'avait employée le Soviet pour imposer ses idées sans les révéler tout d'abord, par le moyen d'une formule qui les dissimu-

ait, réussit à tel point que le blâme justement mérité par ce procédé ne fut pas supporté par ses auteurs, mais par ses victimes.

C'est ainsi que, dans l'esprit de beaucoup de gens, en Russie, la représentation des faits ne s'est produite que par une image renversée. Tel a été le résultat de la situation qui permettait au gouvernement russe, tenu par le Soviet, de rompre l'alliance en pleine guerre. Certes, le Soviet protestait contre l'idée de la paix séparée. Mais l'idée était suffisamment dans l'air pour que la protestation fût nécessaire. La rupture, d'ailleurs, pouvait se produire à différents degrés. La cessation des hostilités par la destruction de la discipline et la démoralisation des troupes systématiquement entreprise était un commencement, sinon de rupture, du moins de neutralisme. Situation analogue à celle qui existait au temps du tsarisme, où l'alliance, toujours précaire, n'excluait pas une bienveillance particulière envers l'Allemagne. Vis-à-vis de la révolution russe, comme vis-à-vis du tsar, la France a été dans la position de celui qui cherche un appui, qui appelle au secours, et qui est disposé par suite, à subir les conditions qui lui seront imposées. De même que le gouvernement français a montré envers le tsar une lamentable faiblesse, de même le parti socialiste français a consenti à tout ce que demandait le Soviet : Stockholm et l'adhésion à la formule équivoque de paix. Et le résultat, dans les deux cas a été le même : le Soviet, comme autrefois le gouvernement tsariste, s'est senti encouragé à n'agir qu'à sa guise, et à ne pas tenir compte des vœux d'alliés à l'attitude trop humble. Les socialistes alliés ont paru des solliciteurs, et le Soviet, abusant de la situation, a joué de l'alliance et de l'offensive, et les a fait chanter.

Aurait-il été possible de tenir tête au Soviet, de refuser nettement l'invitation à Stockholm et d'écarter la formule de paix proposée? Je le crois, pour ma part, et je l'ai dit en temps voulu (1). Aurait-on ainsi empêché, ou même simplement retardé le succès des bolcheviks? Personne, naturellement, ne peut l'affirmer avec certitude, puisque c'est l'autre expérience qui a été faite. Mais l'événement prouve aujourd'hui que cela n'aurait pas produit de pires effets que la politique adoptée, puisque l'on en est arrivé précisément à ce que l'on voulait éviter, les négociations séparées de la Russie avec l'Allemagne.

(1) Notamment dans la brochure *La Révolution russe et la paix*, publiée par le « Comité socialiste pour la paix du droit », en dépôt à la librairie de l'*Humanité*.

L'erreur commise a été de considérer le Soviet comme le représentant authentique du peuple russe, alors qu'il ne l'était pas. Il y avait une opinion russe au mois de mars, opinion toute intuitive, incertaine d'elle-même, si l'on veut, comme il est naturel dans un grand peuple paysan très ignorant et sans éducation politique, mais cette opinion était patriotique, fidèle à l'alliance et favorable à la poursuite de la guerre (1). Il était facile de préciser et consolider cette opinion. Mais le Soviet ne s'est pas soucié d'être l'expression vraie du peuple russe, et il s'est appliqué depuis le premier jour à fausser l'opinion sur la question de la guerre et de la paix — prudemment, progressivement, sans heurter le sentiment populaire. Comme sa qualité d'organe de la révolution lui conférait un grand prestige, et comme il s'adressait à des masses incultes, il a pu réussir dans une large mesure, et le peuple amorphe, trop vaste et dispersé, impuissant à s'organiser pour protester, a subi passivement tout ce qui se faisait en son nom à Pétrograd, confiant d'abord, puis réservé, et aujourd'hui de plus en plus découragé. Contre ce Soviet, qui s'est montré, dans sa majorité, constamment hostile à la cause des alliés, il y aurait peut-être eu moyen de s'adresser au peuple russe lui-même, ou du moins à tous ceux qui, par leurs opinions, le représentaient plus véritablement. Il n'en manquait pas, parmi les socialistes eux-mêmes (2). Au lieu d'accroître le prestige du Soviet en ne traitant qu'avec lui, il convenait de lui faire des représentations. C'eût été la politique la plus digne, la plus vraiment amicale envers le peuple russe, et peut-être n'aurait-elle pas été sans effet.

(1) Voir à ce sujet mon article : « Le Soviet et la paix » dans le numéro de novembre.

(2) V. mon article : « En Russie. L'extrême gauche défensiste », dans le numéro de décembre.

Mais, après le mois de mai, il n'y avait plus rien à faire. La formule était admise par les socialistes occidentaux, sous bénéfice d'interprétation. Elle cessa, dès lors, d'être au premier plan des préoccupations. Les délégués envoyés en Occident par le Soviet pour la préparation de la conférence de Stockholm parlèrent peu, écoutèrent surtout. En Russie, on eut l'émeute bolchevik du 18 juillet, suivie des vaines menaces de Kerensky, puis l'affaire Kornilov, après laquelle Kerensky et le Soviet maximaliste perdirent décidément toute autorité, et l'on traîna ainsi jusqu'en novembre. Il n'est plus guère question pendant tout ce temps de discuter un programme de paix. Il est question, de plus en plus, de faire la paix.

Cependant, il fallut bien rédiger un programme de paix, et concret, cette fois, par articles, lorsque le Soviet eut désigné Skobelev pour le représenter à la conférence des alliés. Le *nakaz* (instructions), tel qu'il a été transmis à la presse, en quinze articles, ne contenait plus la fameuse formule, — peut-être parce qu'il admettait au moins deux « annexions ». Il préconisait, en effet, le plébiscite en Alsace-Lorraine, « le vote étant organisé par les organisations civiles locales », et la Serbie devait obtenir un accès à l'Adriatique. Hors cela, *statu quo* territorial. Le droit des peuples ne devait être réalisé que par l'autonomie à l'intérieur de chaque Etat existant, en ce qui concerne un certain nombre de nationalités désignées; d'autres nationalités moins privilégiées, les Tchécoslovaques, par exemple, que le Comité des affaires extérieures du Soviet ne pouvait ignorer ni oublier, étaient négligées. La raison en est peut-être qu'il s'agit là de l'Autriche, et que l'on ne pouvait espérer des empires centraux même une promesse d'autonomie pour les nationalités — slaves principalement — qu'ils oppriment. C'est du moins ce que suggèrent ces paroles prononcées par Skobelev, à la séance du 29 octobre du « Préparlement », en réponse à la critique du *nakaz* par Terechtchenko :

Le ministre n'a pas répondu à la question qui occupe en ce moment tout le peuple russe, savoir : ce que fait le gouvernement pour rapprocher la paix, si vivement désirée à la fois en Allemagne et en Russie. La démocratie russe est prête à soutenir toute lutte qui a pour but de libérer les nations opprimées, mais continuer la guerre jusqu'à ce que tous les peuples qui composent l'Autriche-Hongrie soient libérés, signifiera une prolongation indéfinie de la guerre. Nous ne pouvons assumer vis-à-vis de notre peuple une pareille responsabilité.

C'était, en effet, une responsabilité très lourde à cette date du 29 octobre, où les conditions techniques et morales faisaient défaut pour le maintien de troupes, même inactives, dans un état convenable sur le front. Découragé, le peuple réclamait la paix, s'imaginant que, la guerre finie, les choses changeraient. Skobelev paraît bien exprimer dans ce passage l'idée simple : N'en demandons pas trop, et ce sera plus tôt fini. C'est pour cela qu'il renonce à réaliser le droit des peuples, et notamment en faveur des peuples slaves. Mais s'il peut invoquer à ce moment la volonté de paix et le dégoût du peuple russe, il ne faut pas oublier que le Soviet, et Skobelev lui-même ont renoncé à réaliser le droit des peuples dès les premiers temps de la révolution, à un moment où ces raisons n'existaient pas encore, que ces raisons sont nées précisément de la propagande démoralisante qui a été menée, et que le Soviet a ainsi contribué à prolonger la guerre pour les alliés et à la transformer en guerre civile pour la Russie.

Mais il était trop tard, le 29 octobre, pour que les minimalistes pussent se ressaisir. Ils savaient que le coup de grâce allait leur être donné. Comme ils n'avaient pas su faire la guerre, il leur semblait que la paix, en supprimant la guerre, les sauverait encore. Quelques jours plus tard, l'organe des *mencheviki*, la *Rabotchaya Gazeta*, poussait ce cri :

Il y a une seule issue à la situation tragique, et un seul moyen de détourner la catastrophe : ouverture immédiate de la Conférence de Paris pour inaugurer les négociations d'une paix générale, et réunion immédiate de la conférence socialiste internationale à Stockholm. C'est le seul salut pour le pays et la révolution.

C'est un peu naïf de s'imaginer que la conférence de Paris pourra avancer sa date, modifier son programme et inaugurer les négociations de paix, pour prévenir une catastrophe que l'on attend d'un jour à l'autre. Non moins naïf est cet extrait du bulletin publié à Stockholm par le Soviet des

ouvriers et soldats, au moment même où furent reçues les premières nouvelles de l'émeute attendue : (1)

Nous ne pouvons aujourd'hui que répéter la devise du peuple russe révolutionnaire : Le prolétariat de tous les pays, notamment dans les pays belligérants, doit tout de suite faire pression sur ses gouvernements pour les obliger à la conclusion d'une paix démocratique.

Le salut de la révolution russe et de la démocratie européenne en dépend.

Une paix démocratique! Croient-ils donc que la signature en serait retardée d'un seul jour, si elle était possible? Et qu'est-ce que cette expression, machinalement répétée par des hommes qui ont renoncé au droit des peuples dès qu'ils ont eu le pouvoir? Peut-on espérer du moins qu'ils ont compris leur faute, aujourd'hui que leurs successeurs bolcheviks, dont ils ont si bien préparé le succès, obligent l'empire allemand à dévoiler ses visées ambitieuses, et les alliés à proclamer plus nettement leur programme de paix juste et vraiment démocratique?

Les deux appels précédents sont tragiques. J'y trouve, en même temps, quelque chose de puéril. On dirait des enfants qui jouent avec le feu. Visiblement l'ignorance et l'inexpérience politique n'étaient pas seulement le fait du peuple russe. Beaucoup de socialistes russes aussi, instruits trop exclusivement de leur littérature spéciale, étaient fort ignorants, en même temps que souvent vaniteux de leur étroit savoir. Le progrès de l'instruction, parmi eux, était remarquable, et tout à leur honneur, mais bien insuffisant encore devant l'ampleur de ces événements combinés : la guerre universelle et la révolution russe.

Mais il est de la plus haute importance, si l'on veut comprendre la politique et les idées russes sur le programme de paix, de distinguer entre les conceptions faussement appelées internationalistes des chefs du Soviet et celles du peuple russe. Celui-ci n'a pas, il est vrai, de représentation authentique, tant que la Constituante ne sera pas librement réunie, en sorte qu'il ne peut faire connaître sa véritable pensée. Cependant il est certain que le Soviet des paysans

(1) Cette citation et la précédente sont empruntées au *Social-Demokraten* danois du 16 novembre.

est l'émanation la plus directe du peuple russe, et que ses membres sont élus par des élections moins truquées que les élections au Soviet des ouvriers et soldats. Par la différence entre les textes émanés des deux Soviets, on peut constater les tendances du peuple russe. Or, le 5 novembre, Skobelev, en séance du Soviet des paysans, se sentit obligé de renoncer à défendre le *nakaz* du Soviet des ouvriers et déclara que c'était un simple projet. Le Soviet des paysans redigea un second *nakaz*, profondément différent du premier. L'application du droit des peuples y était réclamée seulement sous la forme de l'autonomie à l'intérieur des Etats existants, comme dans le premier. Mais elle était étendue à tous les peuples habitant les territoires de l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et il était spécifié que cette autonomie devait être assurée par une garantie internationale, en sorte que le programme paysan se rapprochait des programmes récemment formulés au nom de l'Entente beaucoup plus que du premier *nakaz*. Il était aussi beaucoup plus satisfaisant sur la question des dommages.

Ce texte du Soviet des paysans ne devait jouer aucun rôle, puisque deux jours plus tard, le pouvoir passait aux mains des bolcheviks. Son importance tient uniquement à ce qu'il montre, dans la masse du peuple russe, l'existence d'une opinion favorable au droit des peuples, et par conséquent, opposée à la politique menée par les chefs du Soviet depuis les premiers moments de la révolution. En France, beaucoup de personnes sont disposées à se montrer sévères envers la Russie. Ce sentiment est naturel. Il est légitime et juste, si on l'applique à ces chefs du Soviet, tant minimalistes que maximalistes, qui sont les vrais responsables. Il serait tout à fait injuste, si on voulait l'étendre à la masse du peuple russe.

Il ne faut pas confondre le peuple russe avec les interprètes infidèles à la fois envers la pensée socialiste et envers le sentiment populaire russe.

Vient de paraître :

R. BEAUGEY : *Le régime des grandes Compagnies de chemin de fer : Un projet de modification des conventions de 1883 entre l'Etat et les Compagnies* In-8 ..... 1 fr.

FIRMIN DUGUET : *Organisation chirurgicale des Armées françaises.* In-8..... 1 fr.

MAURICE BOUCHOR : *Le Droit et la question du Plébiscite en Alsace-Lorraine.* In-8..... 1 fr.

LOUIS DUMUR : *La situation des Neutres : La Suisse.* In-8..... 1 fr.

HERMAN REIMERS : *La situation des Neutres : La Norvège.* In-8..... 1 fr.

WENTZEL HAGELSTAM : *Les nations ressuscitées : La Finlande* In-8..... 1 fr.

XXX : *L'alimentation dans les Pays ennemis.* In-8. 1 fr..

P.-G. LA CHESNAIS : *Le Soviet et la Paix : Le Manifeste à tous les peuples.* In-8. 1 fr.

— : *En Russie : L'extrême-gauche « défensiste ».* In-8..... 1 fr.

— : *« Sans annexions ». Que signifie la formule?* In-8..... 1 fr.

A paraître :

CHARLES ANDLER :

Le Socialisme Impérialiste dans l'Allemagne contemporaine

— Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913). —

Nouvelle édition de l'étude parue en 1912 dans l'*Action Nationale*, complétée d'articles publiés en 1913. In-16..... 4 fr.

En raison de la crise du papier, MM. les Libraires de Paris et de la province sont priés de hâter leurs commandes soit aux Bureaux de l'"ACTION NATIONALE", 18, rue Duphot, Paris, 1er (Téléphone Gutenberg 41-34), soit aux Editions Bossard. 43, rue Madame, Paris 6e.

L'ACTION NATIONALE

Revue Mensuelle

Paraissant le 25 de chaque moie.

Rédaction et Administration : 18, Rue Duphot. — Paris-1er

Téléphone : Gutonberg 41-34

PRIX DE L'ABONNEMENT :

FRANCE ET COLONIES	Un an.....	30 francs	ÉTRANGER	Un an..... 36 francs
	Six mois.....	15 fr. 50		Six mois..... 19 —

PRIX DU NUMÉRO..... 3 francs

L'*Action Nationale*, fondée en 1908, a publié les articles suivants :

T. Steeg : *L'Enquête de l'*Action Nationale *sur l'act on parlementaire et la prochaine législatu e.*
— *L'Uni ersité française à l'Etranger.*
— *Police et Justice.*
— *Un bu lget industriel des P. T. T.*
— *Politi ue militaire et politique fiscale.*
— *La rep resentation proportionnelle et la réforme d ministrative.*
Victor Marguerite : *La réforme militaire.*
P. Painlevé : *Le programme naval.*
Ch. And er : *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine.*
Gabriel Séailles : *Le réveil des nationalités.*
Ferdinand Buisson : *La « faillite » de l'école prin aire.*
A. Messiny : *Le service militaire des indigènes algeriens.*
Emile Levasseur : *La dépopulation française.*
Charles Richet : *L'éducation physique.*
H.-G. Wells : *Considérations sur le socialisme*
A. Aulard : *Les traités secrets.*
Maurice Viollette : *Le développement de l'Afrique Occidentale française.*
Marcel Sembat : *La R. P. et l'avenir de la République.*
J.-L. de Lanessan : *Rapport secret sur le Congo français.*
Charles Gide : *Le mouvement coopératif en France.*
Général Lebas : *La réorganisation de l'armée.*
Lt-Colonel Emile Mayer : *Les enseignements de la guerre actuelle.*
Jean Noel : *La défense des côtes.*
Pierre Baudin : *La houille blanche.*
Marcel Regnier : *Trois organisations de chemin de fer d'Etat.*
Georges Lorand : *La neutralité belge.*
C. Bouglé : *La vie intellectuelle en France.*
Sir John Tollemache Sinclair : *Le péril allemand et l'Angleterre.*
Albert Métin : *L'instruction publique en Indo-Chine.*
Marius Richard : *L'outillage national.*
Jules Boissière : *L'unité morale de la race annamite.*
Dr Firmin Duguet : *Organisation chirurgicale des armées françaises.*
Paul Louis : *Le mouvement syndical dans le monde.*
L. Dumur : *La situation de la Suisse.*
H. Reimers : *La situation de la Norvège.*
Raoul Blanchard : *La région économique des Alpes françaises.*
Alexandre Ribot : *Le problème financier et la crise sociale.*
Léon Bourgeois : *L'action parlementaire et la prochaine législature.*
Paul Deschanel : *Programme social.*
J. Caillaux : *La réforme fiscale.*
Ch. Lyon-Caen : *Le régime parlementaire.*
Yves Guyot : *La politique douanière en France et aux Etats-Unis.*
Louis Lafferre ; *Les conditions d'une entente entre les républicains.*
A. Le Chatelier : *La République et le Maroc.*
A. Huc : *Le programme radical.*
Emile Borel : *Les Universités, l'Enseignement primaire et l'éducation nationale.*
André Chevrillon : *Littérature coloniale.*
Pierre Mille : *Fin du régime de l'esclavage.*
Camille Mauclair : *La crise artistique et l'attitude de l'Etat.*
Georges Renard : *L'impôt sur le revenu dans la Republique de Florence.*
Gaston Jèze : *Pour l'établissement immédiat de lourds Impôts.*
R. Beaugey : *Le régime des grandes Compagnies de chemins de fer.*
Edoardo Giretti : *La question de la marine marchande en Italie.*
Cte Léonce Labeille : *La politique navale de l'Allemagne.*
George Nestler-Tricoche : *L'action française aux Etats-Unis.*
Jean Lescure : *Le placement des titres étrangers en France et la législation française.*
Henri Charriaut : *La pénétration allemande en Belgique.*
J.-L. Breton : *La R. P. et les républicains majoritaires*
Philipp Morrell : *L'œuvre du gouvernement libéral en Angleterre.*
A. Chassevant : *Hygiène dans les pays récupérés.*
Jean Ajalbert : *La politique indo-chinoise.*
Gabriel Tochon : *L'utilisation industrielle des cours d'eau navigables.*
Félicien Challaye ; *Le Japon moderne et la civilisation européenne.*
J.-M. Lahy : *Le système Taylor.*
Aug. Pawlowski : *La Normandie industrielle.*
P.-G. La Chesnais : *Le Soviet et la Paix.*
Michel Augé-Laribé : *Les transformations de l'agriculture française.*
Maxime Leroy : *La réforme judiciaire.*
Léon Duguit : *Les devoirs du Parlement.*
Maurice Bouchor : *Le Droit et la question du Plébiscite en Alsace-Lorraine.*

Des enquêtes sur *la dépopulation; la solde des officiers; l'action parlementaire; l'Indo-Chine; l'Afrique Occidentale française; la représentation proportionnelle, etc.*

END OF
TITLE